



Communiqué de presse : grève et mobilisation des personnels des lycées professionnels

A l'appel d'une large intersyndicale nationale le 17 novembre sera une nouvelle journée de grève et de mobilisation dans les lycées professionnels.

En Gironde les organisations syndicales CGT Educ'Action, FSU et SNALC appellent à un rassemblement à 10h30 devant le rectorat de Bordeaux. Cette mobilisation sera suivie d'une manifestation jusqu'à la Bourse du Travail où se tiendra une Assemblée Générale des personnels. Nous échangerons sur les suites d'une mobilisation qui revendique le retrait d'une « réforme » qui acterait le démantèlement de la formation professionnelle sous statut scolaire.

Malgré le succès de la première journée de grève le 18 octobre, le ministère a installé le 21 octobre les groupes de travail qui doivent plancher sur le projet gouvernemental entre le mois de novembre et décembre. Comme d'habitude le gouvernement veut passer en force et malgré l'opposition de la majorité des personnels et de leurs organisations syndicales, il prévoit une application dès la rentrée 2023.

Le rassemblement devant le rectorat de Bordeaux nous permettra d'interpeller directement la rectrice de notre académie qui pilote un des 4 groupes de travail sur la réforme. **Notre objectif ce 17 novembre est de rendre visible notre mobilisation et le danger qui menace une filière d'enseignement qui rassemble un tiers des lycéens.** Nos élèves ont besoin d'un lycée professionnel ambitieux qui forme des travailleurs mais aussi des citoyens.

[Pour aller plus loin vous trouverez ci dessous des éléments d'un tract CGT Educ à destination du grand public qui revient sur les principaux points que nous contestons :](#)

Les lycées professionnels doivent rester au service des élèves, pas du patronat !

- Renforcer la mainmise du patronat sur la formation scolaire

Le président Macron a annoncé vouloir réformer, une nouvelle fois, l'enseignement professionnel sous statut scolaire. Dès le mois de juin, la création d'un ministère délégué à l'enseignement professionnel, sous la double tutelle des ministères de l'Éducation nationale et du Travail, était un premier signal inquiétant. Alors que la réforme de l'apprentissage est dénoncée par un grand nombre des acteurs de la formation professionnelle, le président la prend comme modèle pour sa réforme. Il a annoncé vouloir supprimer du temps de formation en lycée pour augmenter le temps de présence des élèves dans les entreprises. Il veut renforcer particulièrement la mainmise des entreprises sur la formation scolaire.

- L'entreprise n'est pas l'alpha et l'oméga de la formation professionnelle

Les lycées professionnels (LP) n'ont pas vocation à être au service des entreprises mais bien à celui des élèves. On ne forme pas mieux « sur le tas ». L'entreprise n'est pas l'alpha et l'oméga de la formation professionnelle. Elle présente pour les jeunes – qui, de surcroît, ne peuvent se défendre –, les mêmes risques liés aux manquements à la sécurité, à l'exposition aux produits dangereux, aux accidents du travail et aux violences sexistes et sexuelles que pour les adultes.

L'autonomie renforcée des établissements, à travers les « expérimentations locales », va aggraver les inégalités sociales et territoriales et conduire à la dislocation du cadre national de cette voie d'enseignement. Introduction des compétences est déjà une attaque forte contre le diplôme et la qualification qu'il certifie et les droits collectifs qui y sont liés. Ces mesures s'inscrivent dans la même logique que celles de la loi « Liberté de choisir son avenir professionnel » pour les droits à la formation ou la reconversion des salarié.es des jeunes et des privé.es d'emploi.

Autre annonce, la mise en adéquation de la carte des formations scolaires avec les besoins immédiats de main d'œuvre des entreprises locales et les fermetures de formations prétendument non-insérantes.

Toutes ces mesures vont entraîner des suppressions de postes : c'est bien un plan social qui s'annonce dans les LP

Bordeaux, le 15 novembre 2022